

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Langue et nationalisme

André Belleau

Volume 25, Number 2 (146), April 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30467ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Belleau, A. (1983). Langue et nationalisme. *Liberté*, 25(2), 2–9.

ANDRÉ BELLEAU

LANGUE ET NATIONALISME

La présentation de cette séance(1) comporte trois questions: 1. *Dans quelle mesure le nationalisme québécois a-t-il contribué à la sauvegarde de la langue?* 2. *En la sauvegardant, jusqu'à quel point le nationalisme a-t-il influencé la langue dans son vocabulaire et dans son esprit?* 3. *Pour que soit assuré l'avenir de la langue des Québécois au sein de la société nord-américaine, dans quel sens le nationalisme québécois devra-t-il évoluer?*

De mon point de vue, la meilleure question est la troisième. Les deux premières ont le défaut, en effet, de n'avoir qu'un intérêt historique. Et aux yeux de l'histoire, de quel nationalisme s'agit-il, s'agirait-il? Il faut souligner que les formulateurs de ce congrès ont été curieusement enclins à prendre le nationalisme comme allant de soi, concept ou idéologie qui ne devraient pas eux-mêmes être soumis à l'examen. La dernière question, tournée vers le présent et l'avenir, permet de poser le nationalisme plus simplement comme la tendance inévitable de toute communauté culturelle se sentant minorisée, menacée ou méprisée, à valoriser, célébrer même certains traits qui la caractérisent, entre autres la langue nationale. Mais, est-il besoin de le rappeler une fois de plus, une tendance inévitable ne constitue pas nécessairement

(1) *Extrait d'une communication faite au Congrès Langue et société au Québec, le 13 novembre 1982, à Québec.*

une tendance souhaitable. Le danger, ici comme ailleurs, c'est que la nation(2) qui a mal à elle-même se mette à chérir son mal...

Cela dit, la première réponse très spontanée suscitée par la question posée (la troisième: *pour que soit assuré l'avenir de la langue des Québécois au sein de la société nord-américaine, dans quel sens le nationalisme québécois devrait-il évoluer?*), c'est de souhaiter que le nationalisme d'ici réussisse enfin à doter le peuple québécois du maximum possible de pouvoirs étatiques: cela s'appelle, en d'autres mots, réaliser l'indépendance politique. Mais cette avenue est bloquée depuis le référendum de mai 1980. Qu'une indépendance politique souhaitable finisse ici un jour par se substituer à un nationalisme actuel inévitable ne veut nullement dire de toute façon que la fameuse équation ETAT = NATION = LANGUE UNIQUE soit un principe clair et indiscutable. Dans le passé, tout le monde le sait, cette équation a servi de couverture idéologique aux entreprises colonisatrices (intérieures et extérieures) des grandes puissances. Mais le Québec, précisément, n'est pas l'Angleterre ou la France de l'ère coloniale, et qui niera qu'il y ait des avantages à ce que les Danois, par exemple, aient un Etat à eux, le Danemark, et une seule langue, le danois, une seule langue au lieu de deux, trois ou quatre en conflit dans un même territoire? Le monolinguisme social, en soi, n'est pas un désavantage ni un mal. Je réitère brièvement ces évidences et ces clichés parce qu'il est difficile de parler de ces questions au Québec sans que de bons esprits se mettent aussitôt à agiter les grands drapeaux de la pensée pure et de la vertu alors que nous sommes dans une situation essentiellement relative qui ne comporte pas de caractères extrêmes.

(2) *La nation, pour ne pas tout mêler, conçue comme un «fait culturel». Le «fait politique», c'est l'Etat. Voir Louis-Jean Calvet, Langue, corps, société, Payot, 1979, p. 23.*

Donc, depuis le «non» du référendum, c'est le petit train qui continue d'aller et nous ne savons pas s'il va aller très loin... Mais dans la mesure où il reste quelques pouvoirs à l'Etat québécois, il me semble que notre politique linguistique générale — tout en restant inchangée si possible — gagnerait à se remotiver profondément. Le discours justificateur de la loi 101 tel que formulé dans bien des milieux, les positions prises par certains groupes d'enseignants, les commentaires des chroniqueurs linguistiques devraient, à mon avis, renoncer aux valorisations et glorifications propres au discours nationaliste. Ces dernières, à long terme, ne peuvent servir de fondement à une politique nationale linguistique globale. Les faits, la réalité finissent toujours par crever les mythes et les mystifications, et au surplus, nous n'avons pas le droit de mentir à notre jeunesse, à ceux sur lesquels nous comptons pour continuer la lutte. Voici quelques observations sur la question.

Il demeure dangereux de continuer à vanter les prétendus mérites de notre langue, le français, comme s'il y avait de par le monde des langues plus belles, moins belles, plus nobles, moins nobles, etc. On entend toujours et encore là-dessus tant d'aberrations qu'il est inévitable qu'un jour se produise un grand mouvement de démystification qui risquera de jeter l'enfant (la politique linguistique) avec l'eau du bain (la célébration nationaliste). Il n'y a pas si longtemps, le chroniqueur linguistique du *Devoir* affirmait sans rire que le français est apte aux sentiments élevés tandis que l'anglais convient particulièrement au négoce. Pour d'autres, le français est abstrait et l'anglais concret, ou bien le français semble plus musical... Sans compter les dévots qui font toujours la gènesflexion devant «Sa Majesté la Langue française». (La vérité, c'est que les langues sont des guidounes et non des reines.) Pourtant, nous savons tous depuis longtemps que le rayonnement effectif d'une langue dépend uniquement de facteurs extra-linguistiques. Une langue, c'est un dialecte qui

s'est doté un jour d'une armée, d'une flotte et d'un commerce extérieur... Imaginons un instant que l'histoire ait tourné autrement et que Montcalm ait été vainqueur en 1760: l'Amérique serait sans doute aujourd'hui française et le français, par la force des choses, la langue internationale du commerce. Tout le monde vanterait avec empressement les qualités du français comme langue des affaires, en concédant toutefois que pour la poésie l'anglais a bien des mérites. «*So it goes.*»

Ce qu'il faudrait faire comprendre au peuple québécois, c'est que nous devrions avoir exactement la même politique linguistique quelle que soit la langue. Nous parlerions le bachi-bouzouk, le tagalog, le rhéto-roman ou une langue que nous serions les seuls à connaître, que nous devrions avoir en tant que peuple les mêmes droits, la même politique linguistique, la même loi 101, sans avoir à nous excuser ou à nous justifier. Pourquoi? C'est que le problème en est d'abord un de *langage*.

Qu'on me permette de rappeler une distinction classique sans laquelle on ne saurait penser la question linguistique. Le langage, comme faculté humaine fondamentale, capacité de s'exprimer par des signes verbaux, de dire le monde, de l'organiser — mais aussi constitutif de tout un environnement(3) — voilà ce qui, en dernière analyse, est en cause. Bien sûr, le *langage* s'exerce toujours à travers une *langue* donnée, dans notre cas le français. Il passe obligatoirement par une langue. Le drame, donc, c'est que si l'on s'attaque à la langue d'un peuple en la refoulant, la dédaignant, on s'attaque à la faculté même du langage, on risque de mutiler et de diminuer la qualité humaine des individus de la communauté. Les hommes qui voient leur langue méprisée ne parlent tout simplement pas. Ce sont des silencieux. Le

(3) *Les linguistes ignorent systématiquement cette dimension essentielle du langage, qui est de constituer un indispensable environnement.*

silence de l'humiliation. Voilà pourquoi ce n'est pas tellement le français comme langue qui est en cause — le français en lui-même n'est pas une personne, il ne connaît pas l'injure, etc. — c'est bien plutôt l'essentielle fonction langagière d'une communauté humaine. Sur le plan individuel ou quand il s'agit de groupes restreints, la solution est facile: on change de langue. On adopte la langue dominante. Mais une collectivité de plusieurs millions de personnes scolarisées occupant massivement le même territoire ne saurait aujourd'hui changer de langue. C'est une opération irréalisable.

Je résume ma première proposition: viser désormais non pas le français comme tel mais à travers le français le plein exercice de la faculté humaine du langage. Ne plus raconter d'histoires à nos enfants sur les prétendues qualités intrinsèques des langues. Finie l'idéologie de la célébration linguistique! Pour nous, ne pas parler français, cela veut dire ne pas parler du tout. Nous n'avons pas besoin de parler français, nous avons besoin de français pour parler(4).

Il faudrait ajouter ici que la glorification nationaliste des vertus de la langue nationale souvent ne fait que tomber dans le piège du racisme de la majorité ou de la minorité dominantes. Cette exaltation devient un contre-discours profondément ambigu dans la mesure où elle fait droit — négativement — au

(4) *Il est abusif comme le fait depuis tant d'années le discours québécois de rendre langue et culture synonymes. Ce problème complexe demeure irrésolu. L'hypothèse de Whorf-Sapir s'avère éclairante lorsque l'on compare des cultures très éloignées dans le temps ou dans l'espace. Mais qui niera que l'essentiel de la culture occidentale est accessible à un homme et une femme du vingtième siècle aussi bien en français qu'en anglais, en espagnol, en italien, en allemand ou en russe?*

mépris et au rejet dont elle est l'objet. Exemples :

Speak white / Black is beautiful
Frog / Frog power

Cette remarque ne contredit nullement une observation faite naguère par Marcel Cohen. Dans les luttes de revendication nationale, note-t-il(5), surtout au début, on remarque chez certains éléments plus conscients de la société, soit dans le prolétariat, soit dans d'autres classes, une exagération temporaire marquée de certains traits phonétiques, sémantiques ou autres de l'idiome national. Ce sera un cas ici où le discours *sur la* langue entraîne momentanément une modification du discours *de la* langue.

Mais si l'on tient, contre toute raison, à évoquer le racisme au sujet de la loi 101, il faudra bien marquer qu'elle traduit effectivement non pas le racisme de ceux qu'elle veut défendre, mais bien celui de l'autre, celui de la minorité dominante, laquelle a inventé, au jugement du linguiste américain Mario Pei, *one of the most intolerant linguistic insults on record*: «*Speak white!*»(6) En fait, la loi 101 est une loi anti-raciste, destinée à contrer le racisme. Le malheur veut que ce genre de mesure soit toujours en quelque sorte contaminée par le mal qu'elle entend combattre. Mais simultanément, c'est ce caractère concret de la loi 101 en tant que reflet *inversé* de la situation réelle qui en fait un terrible révélateur des attitudes vraies derrière les façades trompeuses. Quand un Claude-Armand Sheppard s'en va en Alberta (*of all places!* Se souvient-il des lois nazies sur la stérilisation obligatoire promulguées à Edmonton?) déclarer qu'un «génocide» est en train de se commettre au Québec, quand un Peter Blaikie parle du «tribalisme» des Québécois, ils me font penser aux

(5) Marcel Cohen, *Pour une sociologie du langage*, Albin Michel, 1956, p. 179.

(6) Mario Pei, *The Story of Language*, Mentor Book, 1966, p. 275.

Allemands des Sudètes. Nous serions les méchants Tchèques persécuteurs de ces gens-là. A l'examen, ces *beautiful people* prétendument ouverts, généreux, démocrates, révèlent quelque chose d'un peu hideux. On ne répondra donc pas à M. Claude-Armand Sheppard. On le laissera gagner sa vie à défendre les boutiquiers d'extrême-droite.

* * *

J'estime, dans un deuxième temps, qu'il faut renoncer au plus vite à l'idéologie nationaliste de la conservation linguistique, qui consiste à pleurnicher : vous savez, il faut comprendre, dans la situation où nous sommes, en Amérique du nord, le français doit être protégé, aidé, entouré de barrières, etc. Ce type de discours est encore plus répandu que le précédent. Je me demande qui sont les débiles profonds qui ont convaincu les hommes politiques québécois depuis quinze ans de tenir pareil langage. Pensez-vous que nos enfants vont accepter bien longtemps cette approche muséologique?... Notre langue vit-elle dans une réserve comme certaines plantes ou certaines espèces animales menacées d'extinction? Mieux vaut disparaître que vivre ainsi. Mieux vaut changer de langue et vivre en liberté que survivre dans une sorte de «Parc national linguistique». Le danger de cette attitude est si grand qu'il risque d'entraîner, lui aussi, le rejet complet de notre politique linguistique générale par la prochaine génération.

Je ne vois qu'une différence entre le Québec et le reste de l'Amérique du nord. C'est ceci: ce que le poids ou la force des choses a réalisé en Amérique du nord, en Alberta, à Toronto, dans le Michigan, c'est-à-dire un monolinguisme de fait, nous sommes obligés de l'accomplir, nous, en faisant intervenir de façon *plus manifeste* les leviers de l'Etat. Il y a quelque chose de répugnant à demander à l'autre la permission de se protéger contre lui. Pour ma part, je

ne suis nullement intéressé par les entreprises de conservation et de préservation des langues, n'étant nullement porté sur les vieux meubles et les antiquailles... Le peuple québécois a droit au langage et à l'environnement de langage que cela implique. Il n'a pas à se justifier ni à s'excuser.

Mais le terrain est tellement piégé ici que nous ne sortons pas des mises en demeure, des interpellations flicardes, des questions malveillantes et de mauvaise foi. On me demande souvent: qu'est-ce qu'un Québécois? Je refuse de répondre, ou plutôt ce n'est peut-être pas à moi de répondre. Nos grands-pères et nos pères encore se disaient des *Canadiens*. Puis lorsque nous nous sommes rendu compte que le Canada ne semblait pas pouvoir faire place à notre langue et à notre culture, voilà que le terme *Québécois* s'est répandu et finalement imposé. Or il reflète une situation que nos pères n'ont pas voulue. Pour moi, j'aime mieux vivre que me définir, et je dis que c'est à ceux qui ont créé la situation qu'il incombe de définir maintenant les termes. Je leur renvoie donc la balle. Ce n'est pas tout à fait mon problème. Que le journal *The Gazette* consacre quelque recherche et quelques fonds à cette tâche.

La politique linguistique actuelle comporte le même piège. L'idéologie de la préservation et de la conservation cherche, au fond, à répondre à des questions qui devraient être jugées irrecevables. Elle traduit l'incertitude, la crainte de l'autre, la sujétion, l'incapacité de poser les questions sur le terrain qu'elle aurait choisi elle-même. Je refuse de montrer mes papiers. Je ne peux pas définir un Français, un Russe, un Finlandais. Je suis incapable de définir la culture allemande. Personne au monde n'a à supporter ce poids de définitions que l'on impose aux Québécois actuellement. Je dis qu'il y a là du mépris et de l'intimidation, et que nous devons cesser de nous excuser d'avoir des bras, des jambes, une langue, une société...